

ESQUISSE D'UNE THÉORIE DU DÉPÉRISSEMENT DU CAPITALISME

Bruno Antonini

Fondation Gabriel Péri | « Nouvelles FondationS »

2006/1 n° 1 | pages 33 à 46

ISSN 1951-9745

ISBN encours

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-nouvelles-fondations-2006-1-page-33.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Fondation Gabriel Péri.

© Fondation Gabriel Péri. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ESQUISSE D'UNE THÉORIE DU DÉPÉRISSEMENT DU CAPITALISME

BRUNO ANTONINI*

In mars 1850 Marx et Engels rédigèrent, à Londres, sous forme de tract d'abord¹, *L'Adresse du Comité central à la Ligue des communistes*, espérant encore voir remonter la révolution et travaillant à l'élaboration de la théorie et de la tactique du prolétariat. L'idée fondamentale de *L'Adresse* est celle de la révolution ininterrompue amenant la suppression de la propriété privée et des classes, la création d'une société nouvelle. À la fin de ce document, ils écrivent :

« Si les ouvriers allemands ne peuvent s'emparer du pouvoir et faire triompher leurs intérêts de classe sans accomplir en entier une *évolution révolutionnaire*² assez longue, ils ont cette fois du moins la certitude que le premier acte de ce drame révolutionnaire imminent coïncide avec la victoire directe de leur propre classe en France et s'en trouve accéléré. »

Il s'agit d'un texte qui fut jugé fondamental pour les révolutionnaires. Ce texte insiste sur la nécessité d'une organisation indépendante du prolétariat (s'affranchir des influences « petites-bourgeoises »), seule capable de mener à terme une politique véritablement conforme aux intérêts du prolétariat. La notion de « révolution permanente », déjà présente dans *L'Idéologie allemande*, est aussi évoquée, et même invoquée pour penser une « tactique révolutionnaire » autonome du prolétariat. À la relecture, on peut y voir aussi une explication matérialiste en termes de classes sociales en situation de l'opposition réformisme-évolution/révolution. Et c'est donc dans ce texte-là que le concept d'*évolution révolutionnaire* fait son apparition pour la première fois, semble-t-il, sous la plume de Marx et d'Engels et dans leur corps de doctrine, en mars 1850. Ce concept devait ensuite connaître une certaine fortune, dans la vulgate marxiste en particulier mais aussi dans la mouvance socialiste en général, notamment en France, chez Jean Jaurès qui, dès 1898, sans se prétendre marxiste au sens strict – et sans pou-

voir le qualifier tel aujourd'hui – reprend nommément ce concept à Marx pour repenser le rapport entre réforme et révolution au-delà du *Manifeste* et, en fond, esquisser une nouvelle « méthode socialiste » :

« Je me préoccupais surtout d'introduire jusque dans la société d'aujourd'hui des formes nouvelles de propriété, à la fois nationales et syndicales, communistes et prolétariennes, qui fissent peu à peu éclater les cadres du capitalisme. C'est dans cet esprit que lorsque la Verrierie ouvrière fut fondée, je pris délibérément parti contre les amis de Guesde, qui, dans les réunions préparatoires tenues à Paris, voulaient la réduire à n'être qu'une verrerie aux verriers, simple contrefaçon ouvrière de l'usine capitaliste. Je soutins de toutes mes forces ceux qui voulurent en faire et qui en ont fait la propriété commune de toutes les organisations ouvrières, créant ainsi le type de propriété qui se rapproche le plus, dans la société d'aujourd'hui, du communisme prolétarien. J'étais donc toujours dirigé par ce que Marx a nommé magnifiquement *l'évolution révolutionnaire*. Elle consiste, selon moi, à introduire dans la société d'aujourd'hui des formes de propriété qui la démentent et qui la dépassent, qui annoncent et préparent la société nouvelle, et par leur force organique hâtent la dissolution du monde ancien. Les réformes ne sont pas des adoucissants : elles sont, elles doivent être des préparations³. »

La même année, Rosa Luxemburg affirmait dans *Réforme sociale ou révolution ?* qu'entre réforme sociale et révolution, il n'y avait pas grande différence, à la condition de ne jamais oublier le « but » dans le « mouvement » : la construction d'une société nouvelle. Tout revient donc à choisir la « bonne » méthode.

Pour Jaurès, cette méthode est une propédeutique à l'action par laquelle il convient de préparer le prolétariat à son émancipation. En effet, Jaurès ne pense pas que la révolution viendra d'un coup d'éclat rapide et brutal déclenché par un niveau extrême de misère. Il pense au contraire qu'elle doit se préparer méthodiquement avec un prolétariat organisé et évolué, c'est-

* Auteur du livre *État et socialisme chez Jean Jaurès*, L'Harmattan, coll. « Ouverture philosophique », 2004.



à-dire par l'action graduelle et l'appui des classes moyennes. Dès 1893 – année où il adhère au socialisme et intègre dans sa pensée politique les fondements du marxisme (théories de la plus-value, de la lutte des classes, de l'aliénation) – Jaurès avait déjà défendu l'idée d'une collaboration de classes, en groupant « autour du prolétariat quelques-unes des consciences les plus nobles et les plus hardies de la bourgeoisie et ainsi adoucir l'évolution, ménager les transitions, amortir les chocs⁴ ».

La conversion du mode de production capitaliste en mode socialiste devra donc se faire sans crise, mais en douceur, comme par une évolution toute naturelle, sans heurter l'ordre ancien, mais en l'enveloppant dans l'ordre nouveau, qui devra émerger et se développer à côté et aussi à partir de lui, après une longue période de coexistence de ces deux modes de production, avant que le vieux meure peu à peu et que le neuf naisse dans le même temps :

« L'histoire démontre que des formes diverses et même contradictoires ont souvent coexisté : longtemps la production corporative et la production capitaliste ont fonctionné côte à côte : tout le XVII^e et tout le XVIII^e siècles sont faits du mélange des deux, et longtemps aussi le travail libre agricole et le servage avaient coexisté. Et je suis convaincu que dans l'évolution révolutionnaire qui nous conduira au communisme, la propriété collectiviste et la propriété individuelle, le communisme et le capitalisme seront longtemps juxtaposés. C'est la loi même des grandes transformations⁵. » Telle est la méthode socialiste de Jaurès : une méthode scientifique du développement économique et social, qui rejette la violence politique et tout coup de main décisif de type blanquiste au profit d'un socialisme « qui comprend mieux la complexité des faits sociaux et la loi d'évolution qui impose à toute pensée révolutionnaire une longue période de préparation économique et politique⁶ ». Cette méthode est donc celle de la transition par une action évolutive dans l'ordre social.

La tactique politique rejoint alors l'analyse du développement de la société ; ce qui conduit Jaurès à ne « faire aucune différence entre les différents partis bourgeois qui se succèdent. [...] c'est le devoir du prolétariat socialiste de marcher avec celle des fractions bourgeoises qui ne veut pas revenir en arrière⁷ ».

Ainsi est consacrée l'idée de coalition gouvernementale dans une stratégie de collaboration de classes. Mais c'est aussi une méthode d'anticipation de l'ordre à venir que Jaurès entend mettre en œuvre, en instillant des germes d'organisation socialiste dans le mode actuel de production capitaliste. Et c'est au travers de son gradualisme politique que Jaurès esquisse en creux une théorie du dépérissement du capitalisme, où, en

plagiant Engels dans *Anti-Dühring*, nous pouvons dire que celui-ci n'est pas aboli. Il s'éteint. Cette esquisse de théorie constituée, dans le même temps, une pratique de l'émancipation économique individuelle et de la libération morale et sociale de l'humanité.

La méthode socialiste de Jaurès va consister à concilier les classes antagonistes en une fusion au terme de laquelle il n'y aura pas de classe vaincue, mais la victoire de toutes en une unité accomplie qui sera, du même coup, leur autoabolition :

« Ainsi la révolution sociale, en brisant la bourgeoisie, agrandira et ennoblira son œuvre [...] Donc, pour les deux classes antagonistes, pour le prolétariat et pour la bourgeoisie, la révolution sociale sera une ascension. [...] C'est en montant toutes deux que les deux classes se confondent ; c'est sur un sommet que sera proclamée l'unité humaine⁸. »

Quel est donc cet arrière-plan philosophique de ce qui n'est resté qu'une esquisse théorique de l'État chez Jaurès ? Cet arrière-plan s'enracine dans une métaphysique de l'unité de l'être et occupe le fond de sa « métaphysique sociale » de l'unité humaine. Ce mouvement de réalisation de l'humanité (ou socialisme) est justement l'État, chez Jaurès (« L'État d'aujourd'hui » se caractérise par « l'idée de mouvement⁹ »), en tant qu'instance éthico-politique de réalisation des valeurs. Car si, dans sa vision politique, l'être est l'humanité, le mouvement est bien l'État : mouvement en tant que passage de la puissance à l'acte (de la République au socialisme). Mais qu'est-ce qui impulse ce mouvement ? Quelle est la force de ce mouvement ? Il s'agit du prolétariat ; l'État étant « l'expression d'une démocratie bourgeoise où la puissance du prolétariat grandit¹⁰ ».

C'est cette force du mouvement, force ascendante qui va, consciente de sa puissance, force motrice de la révolution sociale et démocratique à venir, qui permet de cerner ce mouvement de transmutation de la République en socialisme qu'est l'État. Pour penser la force active du prolétariat organisé, auteur et acteur de l'histoire, lui-même en mouvement dans l'État par ses modes de représentation et d'action que sont les syndicats, les coopératives ouvrières et le Parti socialiste, il convenait surtout de restituer toute la dynamique de la lutte des classes dans l'État, que Jaurès définit comme champ de forces de « la démocratie [qui] est ce milieu où se meuvent les classes¹¹ », et est « dans le grand conflit social une force modératrice¹² ».

Champ de rapports de forces (de la classe ouvrière en action à travers son autre : la force de la classe possédante, du Capital, sachant que toute force n'est force que face à une autre force qui lui résiste et à laquelle elle résiste) ; théâtre de la lutte des classes, l'État « n'exprime pas une classe, il exprime le rapport des classes, je



veux dire le rapport de leurs forces¹³ », écrit Jaurès, dans la lignée de Ferdinand Lassalle. Par conséquent, l'État jaurésien ne doit pas être vu comme une superstructure devant dépérir, mais comme une instance métapolitique du politique, des rapports de forces entre classes sans cesse en mouvement en son sein ; l'État comme au-delà de lui-même se dépassant pour mieux se retrouver, en tant qu'État *des* classes au-dessus des classes, régulateur, éthique et neutre – dès lors indépassable –, en qui doit se réaliser l'élan fusionnel des deux classes opposées, au terme duquel le processus de dépérissement de l'État se déplace sur le capitalisme.

PRAXIS D'ÉTAT ET DÉPÉRISSMENT DU CAPITALISME : ÉVOLUTION ET DÉVELOPPEMENT SOCIALISTES. C'est le régime économique seul qui dépérit, et non le caractère politique de l'État (contrairement à ce qu'envisage Marx dans sa *Critique du Programme de Gotha* : perte du caractère politique de l'organe de l'État). L'instance [du] politique qu'est l'État est indépassable (même si l'État n'est pas une fin en soi) en ce que son arrière-plan est ce qui précisément fonde le politique chez Jaurès, à savoir sa métaphysique de l'unité de l'être.

C'est là que se situe toute la « métaphysique sociale » de Jaurès : une métaphysique de l'unité humaine par la transmutation de la République en socialisme (calquée sur l'unité de l'être par actualisation de sa puissance d'unité), qui est transmutation d'un régime institutionnel bourgeois et formel en régime économique, juridique et social (instauration d'un droit social dans une révolution de l'organisation du travail et de la production par l'abolition du régime capitaliste de propriété privée des moyens de production et d'échange).

Cette force prolétarienne – et ses résistances – à l'œuvre dans l'État doit se cerner au sein d'une ontologie de la lutte politique pour la réalisation des valeurs (« onto-axiologique » : être/valeur) que nous pouvons faire glisser vers l'« onto-praxique » (être/action) : d'où le concept de *Praxis* d'État, que nous pouvons tenter ici d'élaborer pour désigner l'action révolutionnaire du prolétariat dans et par l'État pour transmuter la République en socialisme.

Interdisant toute justification du pouvoir d'État chez Marx, la *Praxis* devient *Praxis* d'État chez Jaurès, c'est-à-dire action politique, vie pratique : politico-morale (indissociable de la théorie), justifiant la dimension éthico-politique de l'État et confirmant la nature dynamique de l'État jaurésien au sein même de la République, dans l'action conjuguée du parlementarisme et de l'action révolutionnaire de terrain (surtout à travers l'action syndicale, forme immédiatement ouvrière du socialisme).

Puisque chez Jaurès la République est liée au socialisme comme la puissance à l'acte, la République a

donc pour destination la réalisation du socialisme, comme la plénitude de l'être est l'actualisation de sa puissance d'unité. Voilà pourquoi la République est pour Jaurès une œuvre inachevée, prometteuse, et qui ne trouve tout son sens que dans la réalisation du socialisme, qui est donc à la fois sa finalité et son dépassement. République et socialisme sont donc compénétrés. Et c'est dans ce concept panthéiste et stoïcien de compénétration que s'affirme et se déploie la double méthode d'enveloppement et de développement déjà à l'œuvre dans sa métaphysique de l'unité de l'être. Cette conception s'adosse également à une autre qui lui est inséparable : une interprétation politique du développement social de l'humanité. Le jaurésisme n'est pas un historicisme parce qu'il est d'abord une théorie du développement moral et social qui fonde l'évolution historique sur des principes philosophiques. Ces principes sont ceux d'unité, de solidarité harmonieuse et de continuité absolue en un holisme social autant que cosmique qui s'articule à une vision morale de l'individu, qui confère à la démocratie une dimension universelle où tout est organiquement lié.

Cette méthode est donc celle de la transition par une action évolutive dans l'ordre social, que lui inspire « la philosophie à la fois profondément évolutionniste et hardiment révolutionnaire du citoyen Vaillant », cet ancien blanquiste reconverti qui possède un « sens très délié de toutes les réformes de transition, de toutes les évolutions nuancées qui préparent et qui commencent la Révolution¹⁴ ».

L'évolution vers le socialisme est donc inchoative et de type endogène : l'action est toujours envisagée dans son commencement ou dans sa progression vers un dépassement finalisé, et le but visé est toujours préformé, c'est-à-dire enveloppé dans ce qui est encore, à partir duquel se développera ce qui est déjà là. Contrairement à l'évolution graduelle de l'épigenèse, l'embryon de socialisme se développera graduellement selon des causes qui lui sont propres et intérieures, sans causes ni apports extérieurs et accidentels, car, pour Jaurès, l'humanité porte en elle ses déterminations passées, présentes et à venir. Dans sa conception de l'histoire, Jaurès « n'accorde pas à Marx que les conceptions religieuses, politiques, morales, ne sont qu'un reflet des phénomènes économiques. Il y a dans l'homme une telle pénétration de l'homme même et du milieu économique qu'il est impossible de dissocier la vie économique et la vie morale ; pour les subordonner l'une à l'autre¹⁵ ». Dans sa théorie du développement économique et social à venir comme dans sa conception de l'histoire, Jaurès ne fait donc qu'affirmer la théorie de la préformation de Leibniz en parlant d'une « préfor-



mation cérébrale de l'humanité ». Cette conception idéaliste permet de penser un idéal préconçu de la justice et du droit que l'humanité possède *a priori* : « l'humanité, dès son point de départ, a pour ainsi dire une idée obscure, un pressentiment premier de sa destinée, de son développement. Avant l'expérience de l'histoire, avant la constitution de tel ou tel système économique, l'humanité porte en elle-même une idée préalable de la justice et du droit, et c'est cet idéal préconçu qu'elle poursuit¹⁶ ».

Tout est donc déjà là en germe, selon nos aptitudes et selon notre disposition à développer des liaisons en notre esprit. Ces liaisons sont devancées par un pressentiment chez Leibniz, tout comme le lien social est préformé chez Jaurès parce que pressenti dans l'idéal préconçu du droit, par lequel l'humanité réalisera son unité de justice et de paix, à force de luttes et par l'unité de l'esprit et des sens, de la conscience humaine et du monde, en écho à la double source des connaissances que sont les sens et la réflexion chez Leibniz.

La conciliation des théories du *reflet* et de la *préformation* au regard de la conception jaurésienne de l'histoire n'est autre qu'une conciliation des thèses opposées de l'idéalisme historique et moral et du matérialisme économique.

Les notions d'*évolution* et de *développement* semblent être synonymes et indistinctement employées par presque tout le monde. Jaurès semble ne pas échapper à la règle. Ces deux notions sont en effet interchangeables chez lui et s'adosent à sa philosophie politique et à ses enjeux méthodologiques d'avènement du socialisme, tout en s'inscrivant dans les débats biologiques de son temps. Jaurès pense l'évolution révolutionnaire sous le vocable d'une théorie du développement qui emprunte plus à Leibniz – et même à Comte – qu'à Marx et/ou à Darwin. En effet, si l'*évolution révolutionnaire* est le mouvement de l'histoire qui doit nous mener au socialisme, ce mouvement est avant tout chez Jaurès un processus de développement qui obéit à une logique préformée au sein même de l'humanité. Or, en son essence même, l'évolution n'obéit pas à une logique préformée car elle dépend du hasard des mutations, des contingences. En cela, Jaurès demeure absolument préformationniste à la manière de Leibniz – et de Comte –, ce qui constitue un point faible de sa pensée vis-à-vis des débats scientifiques de son temps. Mais comment expliquer cette assimilation, sinon cette confusion ?

Ce n'est que dans la deuxième moitié du XIX^e siècle – avec la parution de *L'Origine des espèces* de Charles Darwin en 1859 – que « les termes inchangés de *développement* et d'*évolution* en arrivent à signifier, pour les embryologistes et les zoologistes, presque exactement

le contraire de ce qu'ils signifiaient pour les naturalistes du XVIII^e¹⁷ ». Ainsi l'année de la naissance de Jaurès marque le début d'une réflexion féconde, d'une « réformation » de concept, où *évolution* et *développement* ne sont plus strictement synonymes.

Mais, avant de voir leur nouvelle distinction nuancée, rappelons brièvement pourquoi ces deux termes sont restés longtemps synonymes, à la lumière de l'étymologie et des théories passées. Un seul et même mot désigne en latin « évolution » et « développement » : c'est le terme *evolutio, onis, f.* (Gaffiot). Ce terme signifie l'action de dérouler, de parcourir, de lire (du verbe *evolvere, volvi, volutum, ere, tr.*, emporter en roulant ; faire sortir (dégager) de quelque chose qui enveloppe, qui entoure ; dérouler, déployer, expliquer ; dérouler le temps, les années, les jours), et s'oppose au terme *revolutio, onis, f.*, révolution, retour (du verbe *revolvere, volvi, volutum, ere, tr.*, rouler en arrière, faire rétrograder en roulant).

Étymologiquement, *évolution* s'oppose à *révolution* car si l'évolution déroule ce qui est enroulé, enveloppé (et donc développe), la révolution est le mouvement de réenveloppement, d'essence rétrograde, car elle fait faire marche arrière, annule toute avancée linéaire ou circulaire en ramenant au point de départ, ou bien fait retourner à l'identique toute chose en mouvement, telle la « révolution elliptique de la Terre autour du Soleil ». Le développement est donc une évolution en ce qu'il est mouvement de déploiement de force et d'être, mouvement de devenir qui transforme l'être en son autre, déploie la différence en son identité.

Le développement apparaît d'abord surtout comme la réalisation d'un programme préétabli, d'un plan, où l'être formé est le résultat de l'être préformé (qui n'était que sa réduction, sa forme organique distincte mais pas différente), où l'œuf préexiste à l'oiseau dont il est la cause et l'être en puissance. Le développement est alors évolution prédéterminée, intérieure et autonome, actualisation de la puissance, ne subissant donc aucune influence extérieure. L'évolution est, quant à elle, devenir sans destin préétabli, acte sans puissance, création libre car affranchie de tout plan et de toute limite stricte. L'évolution n'a pas de destin parce qu'elle est son propre destin ; un destin qui n'est pas posé à l'avance mais autodonné par ajouts successifs et aléatoires du milieu.

Or plusieurs théoriciens de l'évolution ont pensé le passage de la forme préformée à la forme formée comme une transformation de propriétés métriques invariantes. Tel est le cas de Malebranche et de Leibniz, deux penseurs qui ont compté dans la formation de la pensée philosophique de Jaurès.

L'évolution par préformation n'est autre ici qu'un



développement inéluctable de la forme organique, opposée aux explications mécanistes ou matérialistes de l'origine des êtres vivants de type lucrécien (comme Diderot), ne pensant la transformation que pour les individus et non pour les espèces – cloisonnées entre elles.

Parce qu'un développement se poursuit toujours jusqu'à son terme, sa finalité est de s'achever lui-même ; il n'est donc pas arrêté : « Pour qu'on puisse parler de l'arrêt d'un développement, il faut que ce développement ait du mouvement pour aller plus loin. Un développement dont les limites sont assignées à l'avance prend fin lorsqu'il les atteint. Il s'éteint spontanément. Il se termine. Il n'est pas arrêté ; il ne s'arrête même pas. Un processus n'est dit arrêté que s'il ne va pas, provisoirement ou définitivement, à ses limites. La théorie qui lie la monstruosité à l'arrêt de développement se concilie mal avec une croyance à la préformation¹⁸ ». Toute théorie du développement est donc de type finaliste et endogène, et devient même le fondement de l'idée de progrès chez Comte.

Il n'en est pas de même pour l'idée de loi d'évolution car celle-ci suppose l'influence de causes accidentelles, d'où le rejet de la théorie de la préformation des germes et l'adoption de l'épigénèse : théorie selon laquelle l'embryon se constitue graduellement dans l'œuf par formation successive de parties nouvelles et apports éventuels du monde extérieur, et opérant, selon Darwin, un passage possible d'une espèce à l'autre par « modifications parcellaires relativement indépendantes¹⁹ ». De par ses structures, l'évolution d'un embryon ne peut plus être traitée comme un simple agrandissement ; préformation, développement et causalité sont ainsi rejetés au profit de l'idée d'évolution, désormais distincte et même opposée à celle de développement, avec quelqu'un comme Geoffroy Saint-Hilaire.

Comment ces deux notions d'origine biologique – et leur distinction précise – sont-elles réinvesties dans le champ du politique ? Comment Jaurès, et d'abord le marxisme transposent-ils ces théories dans leurs théories respectives²⁰ ?

Jaurès parle aisément d'« évolution » vers le socialisme et de « développement » économique et social de l'humanité, même s'il n'établit pas clairement de distinction précise, consciente et volontaire. Il est resté « classique » en restant fidèle – comme Comte – à la théorie du développement adossée à celle de la préformation. Il reste donc fidèle à l'embryologie et à l'idée de réalisation d'un plan, de prédétermination, et même d'idée directrice (qu'il reprendra explicitement à Claude Bernard lors de sa conférence de Buenos Aires de septembre 1911 intitulée « La force de l'idéal²¹ »).

Jaurès justifie sa théorie préformationniste du développement en ce qu'elle s'inscrit pleinement dans une sorte de religion téléologique qui garde quelque chose de dogmatique et qui constitue tout le fond d'une ontologie de la lutte dont le socialisme est le but, le réformisme le moyen et la République le cadre.

Au fond, il n'y a pas de théorie historique chez Jaurès, mais il y a une théorie de la révolution qui est une théorie de la libération dans l'histoire par la lutte comme théorie de l'action et de la conquête du pouvoir. C'est ainsi que le point de rencontre de l'évolution et du développement – que Jaurès articule sur le rapport historique et politique entre le prolétariat et l'humanité – se situe au niveau de la question de l'État, strictement liée à celle de la révolution. La révolution est donc chez Jaurès processus de réalisation de l'idéal, système de mise en forme de la pensée dans l'action. Ce processus est aussi une méthode : méthode d'action politique de prise du pouvoir (par le respect de la voie légale, du suffrage universel et du parlementarisme, qui confirment la République comme cadre légal de la réalisation du socialisme dont elle est la puissance destinée à s'actualiser), mais aussi de son exercice, à travers la méthode socialiste, graduelle et réformiste, qui constitue le fond de l'action et de l'esprit révolutionnaires, et révolutionne du même coup la *Praxis*, dans le droit fil ici de la célèbre onzième *Thèse sur Feuerbach* de Marx : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe, c'est de le transformer. »

Transformer le monde à partir de l'interprétation qu'on en a faite, c'est mettre « l'idée dans le mouvement et le mouvement dans l'idée, la pensée socialiste dans la vie prolétarienne, la vie prolétarienne dans la pensée socialiste²² ». La pensée se fait action et devient pouvoir. Mais la *Praxis*, chez Jaurès, d'essence révolutionnaire, porte en elle les éléments d'un développement ultérieur qui la transformera de l'état de théorie à celui de pratique d'émancipation sociale de l'Humanité par le prolétariat, qui réalisera ainsi l'Humanité totale.

Jaurès ramène la *Praxis* à une théorie du développement de l'humanité (ensemble des hommes en sociétés), qui lui sert de cadre pour penser ce processus de dépérissement du régime capitaliste. L'être du prolétariat est action révolutionnaire, production de valeurs par la lutte contre le capitalisme. C'est par l'État que cette lutte s'effectue : une lutte onto-axiologique qui se mue en culture onto-praxique transcendant l'idée même de classe pour embrasser l'universel, productrice de pratiques sociales, d'institutions, de méthodes et représentations idéologiques structurant le nouveau régime économique. La *Praxis* d'État est ainsi ce par quoi le prolétariat exerce le pouvoir politique après l'avoir conquis



légalement. Tel est le socialisme jaurésien, un socialisme qui n'est pas *contre* l'État, ni même *d'*État, mais *par* l'État : c'est par lui que s'effectue la révolution sociale, par l'action réformatrice, graduelle et légale.

De son côté, le capitalisme se développe pour tendre vers sa propre fin, il est « fait pour » être dépassé. Ce processus de dépérissement est révolutionnaire étymologiquement en ce qu'il procède par rétrogradation, réenveloppement, à la juste proportion inverse du développement de l'humanité. Comme pour la théorie du dépérissement de l'État de Marx et Engels, les bases de l'extinction programmable du capitalisme sont économiques. C'est par l'État que cette extinction économique s'élabore : juxtaposition des deux régimes de propriété évoluant ensemble un certain temps avant que le régime collectiviste ne prenne le dessus, développement de coopératives ouvrières et des syndicats comme fer de lance de la nouvelle démocratie économique. Au fond, la révolution prendra les traits d'une évolution « naturelle », sans heurts ni ruptures violentes mais par gradation continue, en un élan d'unité et de pénétration universelles. La société communiste prolongera ainsi la société capitaliste avec laquelle elle est compénétrée ; les cadres de la vieille et inique société capitaliste éclateront sous le poids de l'invasion de l'esprit socialiste. Pénétrée et saturée de réformes sociales, la société capitaliste se muera peu à peu en société communiste.

MÉTHODE GRADUELLE ET BUT FINAL. Pour Jaurès, la méthode graduelle rend caduque la théorie de la dictature du prolétariat, forme universelle de la transition à la société sans classes étroitement associée à celle du dépérissement de l'État. La méthode graduelle est donc à cette esquisse jaurésienne de théorie implicite du dépérissement du capitalisme ce que la dictature du prolétariat est à la théorie du dépérissement de l'État chez les marxistes. Le développement de l'humanité par l'évolution socialiste de l'organisation du travail et de la propriété commande donc une nécessaire et « symbiotique » méthode graduelle ; le dépérissement du capitalisme – qui lui est étroitement lié – obéit, lui, à un « antibiotique » processus graduel.

Jaurès est réformiste mais aussi révolutionnaire ; disons plutôt qu'il est révolutionnaire par la réforme : c'est l'idée au départ marxienne d'*évolution révolutionnaire* qui fait de Jaurès le théoricien d'un réformisme révolutionnaire qui nous permet de le qualifier d'« évolutionnaire » dans la théorie, au moment où il qualifie Millerand du même vocable dans sa pratique gouvernementale entre 1899 et 1902. Il n'est pas permis de dire que Jaurès fut révisionniste au sens où on l'entendait alors, car il ne fut nullement révisionniste sur le plan de l'économie (contrairement à Bernstein, il reste

fidèle à la théorie de la valeur-travail de Marx), mais se rapproche de Bernstein sur le plan de la tactique politique. Jaurès lui-même se défendit toujours d'être révisionniste, notamment dans sa conférence sur « Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste » du 10 février 1900, où il se déclare d'emblée plus proche de Kautsky (même si ce dernier fut très hostile à son égard, l'accusant de désunir le socialisme français) – le théoricien du « centre » orthodoxe de la mouvance marxiste –, en arguant ironiquement qu'« il y a dans Kautsky, dès maintenant, un peu de Bernstein, et, lorsqu'[il] approuve pleinement Kautsky, par là même [il] approuve partiellement Bernstein²³ ».

La position de Jaurès – la seule contribution sérieuse des socialistes français à la réfutation du révisionnisme de Bernstein – s'inscrit aussi dans un contexte français, à savoir que Jaurès entend répondre aux attaques et accusations des guesdistes – marxistes « officiels » – et de Lafargue, qualifiant Jaurès et Millerand d'« Indépendants polychromes du socialisme sentimental, pittoresque et intégral²⁴ », à un moment où le socialisme français pouvait espérer réaliser son unité, malgré les fortes divergences à propos de l'affaire Dreyfus. Car là est bien la préoccupation essentielle de Jaurès : réussir l'unité des socialistes français au sein d'un même parti ; chose difficile à réaliser si les socialistes français rejettent et se mettent à dos le parti social-démocrate allemand, qui était alors l'organisation socialiste la plus puissante et la plus prestigieuse du monde²⁵. Aussi, vu l'importance de cette controverse doctrinale et compte tenu de ses responsabilités politiques, Jaurès n'a pu s'esquiver, et c'est de façon embarrassée qu'il essaie de prendre position.

Pour ce faire, Jaurès s'efforce donc de mettre les choses au point sur la base d'une double argumentation, faite de positionnement tactique et d'offensive critique : il critique Bernstein et entend prouver une fidélité plus forte de sa méthode à l'esprit du marxisme que ne l'est celle de ses adversaires guesdistes. Jaurès répond aux révisionnistes allemands tout en ripostant aux marxistes « orthodoxes » français.

Sur le plan doctrinal Jaurès donne tort à Bernstein, mais sur le plan pratique il se sent proche de lui : la tactique de l'alliance avec des forces politiques non socialistes lui apparaît nécessaire. Ainsi la position ambiguë de Jaurès tient au fait qu'il rejette le révisionnisme tout en soutenant le réformisme ! Et c'est parce qu'il pense que la pratique réformiste est préférable à la théorie révisionniste (qui pourtant la sous-tend) que Jaurès entrevoit des points de rencontre possibles entre Bernstein et Kautsky : « sans doute, nous avons à faire à mon sens une politique socialiste neuve, à certains égards, plus agissante, nous avons à



modifier notre attitude en face de certains problèmes ; mais nous pouvons le faire sans rompre avec les traditions générales de la démocratie socialiste internationale²⁶ ». Cette « politique socialiste neuve » n'est autre que le réformisme. Un réformisme de type révolutionnaire dans le sens où les réformes sont un moyen pour préparer la révolution (d'où le rôle prépondérant des syndicats dans cette préparation économique et sociale du prolétariat) et non pour l'éviter (les réformes rendant la révolution inutile parce qu'elles améliorent les conditions de vie ouvrières), comme le pensaient Bernstein et bon nombre de réformistes, dont Millerand...

Le socialisme est le but qui se donne les réformes comme moyens. Il est d'essence révolutionnaire, pour Jaurès, à l'image de son agent qu'est le prolétariat et de l'esprit de la République « à la française ». Ainsi seuls les fondements théoriques du révisionnisme sont à condamner. N'avançant jamais ses arguments de façon tranchée et reconnaissant un certain nombre de mérites à l'impulsive objection bernsteinienne, Jaurès estime pouvoir démontrer en même temps que le révisionnisme en tant que tel (comme pratique politique d'union gouvernementale) n'est pas à mettre en cause et que le marxisme a capacité à se réformer par lui-même : « J'estime et j'essaierai de démontrer que le marxisme lui-même contient les moyens de compléter et de renouveler le marxisme là où il faut, et qu'il n'est nullement utile, au point de vue théorique, comme au point de vue pratique, de briser les cadres théoriques de la démocratie socialiste internationale, parce que ces cadres peuvent dès maintenant, par leur propre jeu, s'élargir et s'assouplir²⁷. » Ainsi s'affirme le métamarxisme de Jaurès : un réformisme non révisionniste qui repose sur l'idée d'un dépassement du marxisme traditionnel (rejet du matérialisme historique) dans la fidélité au matérialisme économique (et à sa théorie de la valeur-travail) et l'adhésion à la pensée et à l'action révolutionnaires, qui place le mouvement ouvrier à l'avant-garde de la lutte des classes et du combat pour la justice sociale, dans un renouvellement de la *Praxis* qu'est le réformisme révolutionnaire.

Si « tout est dans le mouvement, rien n'est dans le but final » chez Bernstein, et « tout est dans le but final, rien dans le mouvement » chez Rosa Luxemburg (hostile à toute tentation réformiste), nous pouvons dire que la position de Jaurès se ramène à celle de Wilhelm Liebknecht – père de Karl – (né en 1826 et mort en août 1900, grande figure politique qui prit part à la révolution allemande de 1848, fondateur avec Bebel du Parti ouvrier social-démocrate allemand en 1869, député au Reichstag, il refusa de voter l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine ; Jaurès s'y référait

souvent), pour qui « l'essentiel est le but final, mais il faut le mouvement pour s'approcher du but ». Jaurès salua en lui le défenseur du suffrage universel comme « force *légitime* du socialisme *révolutionnaire* ».

Mais ce qui plut surtout à Jaurès fut sa réflexion sur la méthode d'action politique du prolétariat pour la réalisation du socialisme. C'est à l'occasion du premier anniversaire de la mort de Liebknecht que Jaurès revient sur sa pensée, pour commémorer un grand homme disparu mais d'actualité, tourné vers l'avenir, puisqu'il se pencha sur la question de la méthode socialiste en rédigeant un manuscrit (trouvé peu après sa mort dans ses papiers par ses amis) commencé en 1881 et apparemment inachevé, intitulé *Comment se réalisera le socialisme*. Jaurès reprend ce texte avant-gardiste pour le présenter et le commenter dans plusieurs de ses articles à *La Petite République* des 15, 17, 21 et 24 août 1901, considérant « la publication de ces pages posthumes de Liebknecht comme un événement capital dans la vie politique et sociale de l'Allemagne, dans la vie du socialisme universel²⁸ ».

Ce document présente un grand intérêt pour Jaurès et pour la période d'alors, en Allemagne comme en France, et Jaurès n'hésite pas à citer de larges extraits de ce manuscrit traduit par lui-même pour la circonstance. L'intérêt, pour nous, est de montrer en quoi l'apport de Liebknecht au débat sur la méthode socialiste constitue une base solide à la légitimation de la position de Jaurès vis-à-vis du révisionnisme et sur le rapport entre le but final et le mouvement de transition.

Liebknecht ne se demandait pas *si* le socialisme triompherait, mais *comment* il triompherait. Même si l'avènement du socialisme se fait attendre, son accession est historiquement inévitable. Voilà pourquoi il convient plutôt de méditer sur les moyens, sachant que le but est premier et assuré et conditionne les moyens : le possible se mesure à l'aune du souhaitable ; la fin justifie les moyens, mais les moyens se façonnent selon les circonstances : « La tactique se détermine d'après les circonstances. [...] L'essentiel, pour nous, c'est que les principes inaltérés du socialisme soient réalisés le plus rapidement possible dans l'État et la société. L'essentiel, c'est *comment* ils seront réalisés. Non que nous prétendions diminuer la valeur de la tactique. Mais la tactique n'est qu'un moyen en vue d'un but, et tandis que le but se dresse ferme et immuable, on peut discuter sur la tactique. Les questions de tactique sont des questions pratiques, et elles doivent être absolument distinguées des questions de principes²⁹ », écrit Liebknecht. Si la tactique est secondaire dans l'ordre des valeurs, elle est prioritaire dans l'ordre de l'action ; l'essentiel doit passer avant l'essentiel, comme pour lui préparer la place.



Ainsi, pour Liebknecht, le Parti socialiste doit se préparer à prendre part au gouvernement pour améliorer les conditions de travail : une participation partielle et mesurée, avec des degrés, des nuances et des modalités. Voilà comment procéder. Jaurès commente ces propos : « De même que la tactique est variable, le programme, qui est après tout une partie de la tactique, peut être modifié, révisé, complété. [...] [Il] doit être complété par toute une série de mesures introduisant graduellement la classe ouvrière dans la puissance économique et ébauchant un demi-communisme dans la production paysanne³⁰. »

Contre tout recours à la force – qu’il juge contre-révolutionnaire – Liebknecht confirme déjà le respect de la voie légale, du suffrage universel et du gradualisme, qu’il réussit à concilier avec l’action révolutionnaire du prolétariat. C’est en cela que Jaurès se reconnaît pleinement en lui : « “Le droit pour l’État de réglementer la production contient le devoir pour l’État de s’intéresser au travail et le contrôle du travail social par l’État conduit tout droit à l’organisation du travail social par l’État.” Voilà ce que disait Liebknecht de la loi sur les accidents, qui de toutes les lois d’assurance est la plus superficielle, la plus extérieure au travail³¹ ». Graduellement, par l’action légale et par la propagande, la nation est amenée au socialisme. L’économique et l’individuel se trouvent liés, dans ce socialisme d’inspiration morale qui « considère l’éducation comme un des devoirs essentiels de l’État, et [qui] fait consister l’idéal civil et social à réaliser en tout homme autant que possible l’idéal de l’humanité. [...] Mais nous ne sauterons pas d’un coup dans le socialisme. Le passage s’accomplit continuellement, et il s’agit pour nous [...] de déterminer un programme pratique pour la période de transition³² ».

En cela, le socialisme révolutionnaire de Liebknecht préfigure bien le socialisme révolutionnaire de Jaurès et semble annoncer et préparer admirablement le socialisme qui s’élabore autour de 1900, autour de la question désormais décisive des méthodes de la loi d’évolution.

Au fond et plus généralement, c’est plus le Marx politique (et Engels) du *Manifeste* de 1848 que le Marx économiste du *Capital* qui fait l’objet des critiques essentielles de Jaurès, parce que ce dernier adopte désormais une lecture essentiellement politique du marxisme, et non plus socio-économique et philosophique.

Ce n’est donc pas la science de Marx sur le développement des sociétés et sa critique de l’économie capitaliste que Jaurès conteste, mais ses hypothèses sur le jeu des rapports de classes et les perspectives d’actions « révolutionnaires » dans les pays industrialisés telles

qu’on les trouve formulées dans le *Manifeste* de 1848. Jaurès considère en effet celui-ci comme « suranné » ; le marxisme est « dépassé » en tant que méthode de révolution. Contrairement à ce que pensaient Babeuf, Blanqui, Marx et Engels (« glisser » le communisme prolétarien au sein des révolutions bourgeoises), il n’est plus possible de penser, autour de 1900, que la révolution prolétarienne peut et doit se greffer sur une révolution bourgeoise. Mais si cette méthode a échoué en France et en Allemagne, elle a eu au moins l’avantage de poser la question fondamentale de la propriété et celle d’une action autonome et émancipée du prolétariat. Puisque le temps des révolutions bourgeoises est terminé, il est temps de penser à une transition vers le socialisme par le prolétariat lui-même.

Il est temps aussi pour nous de voir comment Jaurès articule cette « théorie » de la transition vers le socialisme avec une conception métamarxienne de l’action révolutionnaire du prolétariat, et en quoi sa position constitue une réponse au révisionnisme théorique bernsteinien tout en étant une réponse au marxisme « orthodoxe » de la pratique révolutionnaire. C’est par une démarche d’évitement que Jaurès procède, pour asseoir sa position politique et doctrinale spécifique et atypique, guidée par une volonté constante de garder ses distances avec les doctrines en cours (et vis-à-vis de leurs épigones français, marxistes notamment : Guesde et Lafargue), comme pour vouloir librement les réviser à sa façon pour mieux les concilier. Ainsi sa référence à la pensée marxienne est constante, même si elle n’est pas toujours explicite ; le marxisme demeure sa sphère de pensée.

La transition vers le socialisme est avant tout l’expression d’une continuité de la révolution bourgeoise dans la révolution prolétarienne ; la classe ouvrière étant le vrai agent historique de son émancipation (nous pouvons voir dans cette idée jaurésienne plus que jamais affirmée l’influence une fois de plus de la pensée de Michelet, qui a vu dans la Révolution française l’avènement politique et historique du peuple ; Jaurès venant à cette époque de rédiger son *Histoire socialiste de la Révolution française*, dans laquelle il se revendique de la vision mystique de Michelet). Le prolétariat se trouve avoir une sorte de supplément d’âme, disons même un supplément d’être sur la bourgeoisie, et c’est cette « plus-value ontologique » qui fait du prolétariat la classe de l’avenir, celle de l’émancipation universelle et de l’unité humaine.

UN PROLÉTARIAT ÉMANCIPÉ ET UNE BOURGEOISIE HISTORIQUEMENT DÉSUÈTE ET STÉRILE. C’est carrément une nouvelle conception de la révolution que propose Jaurès, étroitement associée à une théorie de l’État au moins implicite. Là se situe véritablement le point de rupture – ou l’élément d’in-

conciliabilité – entre Jaurès et Marx : pour Jaurès, la révolution apparaît non pas comme le point de départ que devrait suivre une dictature transitoire, mais comme la fin du processus qui conduit vers le socialisme ; d'où la nécessité de concevoir comme préalable le terrain de la légalité démocratique et du suffrage universel, condition, selon Jaurès, pour que le prolétariat socialiste prépare et organise la révolution, la conquête légale de la démocratie étant alors sa méthode souveraine : « [le prolétariat] a, par les syndicats et les coopératives, une puissance économique grandissante. Il a par le suffrage universel et la démocratie une force légale indéfiniment extensible. [...] Il prépare méthodiquement ou mieux, il commence méthodiquement sa propre Révolution par la conquête graduelle et légale de la puissance de la production et de la puissance de l'État³³ ».

Ainsi, si pour Marx la révolution éclatera lorsque l'état de souffrance et de misère du prolétariat aura atteint son comble, pour Jaurès, la classe ouvrière est sans cesse plus forte, plus cultivée et moins misérable. Et tout ce qui accroît sa puissance intellectuelle, économique et politique accélère l'évolution politique et sociale vers le communisme. Cet état de fait est le fondement de sa méthode : « À la question toujours impérieuse : comment se réalisera le socialisme ? il convient de répondre : par la croissance même du prolétariat qui se confond avec lui. [...] Précisément parce que le prolétariat a déjà grandi, parce qu'il commence à mettre la main sur le mécanisme politique et économique, la question se précise : quel sera le mécanisme de la victoire ? À mesure que la puissance prolétarienne se réalise, elle s'incorpore à des formes précises, au suffrage universel, au syndicat, à la coopérative, aux formes diverses des pouvoirs publics et de l'État démocratique³⁴ ».

Ainsi, en rappelant le « fait incontestable » du progrès du prolétariat et de « la puissance croissante des syndicats ouvriers, des coopératives ouvrières, et la part croissante de pouvoir politique qu'ils conquièrent sur l'État ou dans l'État³⁵ », Jaurès entend réaffirmer la force décisive et désormais autonome d'un prolétariat émancipé, mais aussi mettre à distance la théorie marxienne du dépérissement de l'État. Même si c'est « sur l'État ou dans l'État » que le prolétariat grandit, c'est par l'État qu'il accomplira l'Humanité totale, qu'il s'émancipera intégralement, émancipant également l'humanité tout entière.

C'est donc par l'État que le développement des institutions se poursuivra et réalisera l'évolution de la société vers le socialisme ; c'est par l'État que s'accomplira la méthode de réalisation socialiste dont le prolétariat sera l'agent essentiel : « [la vie du prolétariat] s'est

déjà incorporée à des institutions : institutions économiques et institutions politiques ; ces institutions, suffrage universel, démocratie, syndicat, coopérative, ont un degré déterminé de développement, une force et une direction acquises : et il faut savoir si le communisme prolétarien pourra se réaliser par elles, s'accomplir par elles, ou si au contraire il ne s'accomplira que par une suprême rupture. [...] Et si nous souffrons aujourd'hui, s'il y a dans notre parti incertitude et malaise, c'est parce qu'il associe en des mélanges confus les méthodes en partie surannées que nos maîtres nous ont léguées, et les nécessités mal formulées encore des temps nouveaux³⁶ ».

C'est donc contre les anarchistes et les guesdistes que ces propos de Jaurès sont dirigés, lorsqu'il écrit que « les uns veulent que [le prolétariat] se mêle le moins possible aux conflits de la société qu'il doit détruire, et qu'il réserve toutes ses énergies pour l'action décisive et libératrice³⁷ ». Allusion à peine voilée à la position des marxistes orthodoxes réunis autour de Jules Guesde à propos de l'affaire Millerand – ce socialiste entré dans un « ministère bourgeois » – et surtout à propos de l'affaire Dreyfus, prétendu véritable objet du dissentiment méthodologique qui opposa Jaurès à Guesde et aux marxistes français.

C'est à ce moment-là que Jaurès infléchit son discours sur Marx. Même si Marx lui-même affirma à la fin de sa vie – pensant à Guesde et à Lafargue – qu'il n'était pas marxiste, c'est la pensée de Marx, du jeune Marx du *Manifeste*, que Jaurès met en question en 1901, parce que Marx et Engels y affirment que « les ouvriers n'ont pas de patrie », alors que Jaurès est profondément patriote... et internationaliste (conciliation qu'il développera surtout dans le chapitre X de *L'Armée nouvelle*).

Mais ce sont aussi des raisons politiques qui expliquent ce revirement de Jaurès à l'égard de Marx. En effet, les heurts violents des guesdistes au moment de l'affaire Dreyfus ont marqué Jaurès : là aussi leur vision non universaliste a déplu à Jaurès parce que c'était, pour lui, la figure de l'Humanité tout entière qui était attaquée en la personne du capitaine Alfred Dreyfus, et non pas seulement un individu de surcroît bourgeois, dont la cause du même nom ne doit en rien concerner le prolétariat (position de Guesde). La lutte de classes n'a pas qu'un enjeu de classe : elle a d'emblée une ampleur universelle pour Jaurès. Les autres raisons politiques de l'infléchissement du discours de Jaurès sur Marx tiennent aux désastres constatés de la stratégie des guesdistes pour empêcher l'émergence d'une puissante force socialiste en France. Jules Guesde et les guesdistes souhaitaient l'isolement de la classe ouvrière et du mouvement socialiste. Les guesdistes étaient aussi contre les



réformes, même si les députés du POF les votaient à l'Assemblée (à propos des accidents du travail en 1898, sur les retraites ouvrières, les projets Millerand, etc.). Or, pour Jaurès, la classe ouvrière ne doit pas « camper aux portes de la cité » et doit pleinement s'intégrer dans le mouvement social pour en tirer des leçons pour l'avenir et en prendre à terme la direction. C'est ce dont le prolétariat a de toute façon déjà fait l'expérience, au moment justement de l'affaire Dreyfus.

Pour Jaurès, l'affaire Dreyfus et l'affaire Millerand ont en effet toutes deux concouru au même but : l'émancipation du prolétariat, la croissance de sa force, de sa volonté, de sa conscience et de son unité, pour l'accomplissement d'emblée de la révolution prolétarienne, dès lors émancipée... de l'idée d'une période préalable de révolution bourgeoise. C'est à Lassalle que Jaurès reprend cette idée de refuser à la bourgeoisie la période de préséance révolutionnaire et de la voir passer dès les premiers jours aux mains ouvrières. Mais Jaurès va plus loin que Lassalle car il lui reproche sa modération, notamment au sujet de la question de la propriété : « de ce pouvoir révolutionnaire soudain conquis, Lassalle se proposait, il est vrai, de faire un usage très modéré. Il se serait borné à fonder le suffrage universel ; à supprimer les impôts indirects, à affranchir la presse du joug du capital et à subventionner largement sur les ressources de l'État des associations ouvrières de production : pas d'expropriation, pas d'application étendue d'un plan communiste³⁸ ». Mais si le prolétariat est à même de mener à bien à lui seul le mouvement révolutionnaire, ce n'est pas seulement parce qu'il a grandi en force et en conscience et s'est émancipé, c'est aussi parce que la bourgeoisie s'est vidée de tout son sens historique et révolutionnaire. Elle est désormais dépassée parce qu'elle est rattrapée par le prolétariat ; sa mission historique a été accomplie, et l'heure est maintenant à l'action révolutionnaire du prolétariat. Voilà pourquoi les thèses principales du *Manifeste communiste* sont tout aussi désuètes que le rôle historique de la bourgeoisie victorieuse « éminemment révolutionnaire », car si « aujourd'hui, le mode déterminé sous lequel Marx, Engels et Blanqui concevaient la révolution prolétarienne est éliminé par l'histoire », c'est d'abord parce que « le prolétariat plus fort ne compte plus sur la faveur d'une révolution bourgeoise³⁹ ».

Au fond, Jaurès reproche à Blanqui et à Marx et Engels d'avoir été les théoriciens d'une conception bourgeoise de la révolution prolétarienne, où le prolétariat ne joue que les seconds rôles, ne pouvant poursuivre sa marche révolutionnaire qu'en plaçant ses pas dans ceux de la bourgeoisie⁴⁰. Pour Jaurès, « si un des caractères du socialisme utopique est de n'avoir pas

compté sur la force propre de la classe ouvrière, le *Manifeste communiste* de Marx et de Engels fait encore partie de la période d'utopie⁴¹ ». La bourgeoisie ne précède donc pas historiquement le prolétariat ; elle n'annonce pas « l'aurore socialiste » ; elle ne donnera pas de coup d'envoi et le prolétariat n'attendra aucun signal. C'est d'emblée que la révolution est dérivée vers le prolétariat ; « c'est en réalité la conquête légale de la démocratie qui devient la méthode souveraine de Révolution ».

Voilà pourquoi « c'était une chimère d'espérer que le communisme prolétarien pourrait être greffé sur la révolution bourgeoise⁴² ». Non seulement la période révolutionnaire de la bourgeoisie est close, mais la méthode de révolution ouvrière préconisée par Marx et Engels en 1847 est déclarée aussi désuète que la bourgeoisie par Jaurès.

La méthode socialiste de Jaurès, toute empreinte de respect de la légalité démocratique du suffrage universel et de gradualisme politique et économique, évacue les « hypothèses historiques épuisées » et les « hypothèses économiques inexactes⁴³ » du *Manifeste*, au premier rang desquelles il faut placer l'idée de dictature du prolétariat et « d'un brusque effondrement économique de la bourgeoisie, d'un cataclysme du système capitaliste⁴⁴ ». Ce n'est pas seulement par une simple condamnation morale, mais sur une analyse structurelle de la société que repose la critique jaurésienne de la violence et du coup de force. Jaurès rappelle que Marx et Engels savaient bien que le prolétariat avait grandi et qu'il était la vraie force révolutionnaire ; il rappelle aussi qu'ils affirmaient que la bourgeoisie était devenue incapable de régner, de devenir la classe dirigeante parce que devenue incapable d'assurer la subsistance minimale à ses esclaves ; mais c'est pour rappeler que Marx (et non Engels⁴⁵) se trompait lorsqu'il postulait sa théorie de la paupérisation absolue. Pour Jaurès, la bourgeoisie ne peut plus jouer « qu'un rôle d'appoint⁴⁶ », et l'idée de Marx selon laquelle le prolétariat doit être infiniment appauvri et dénué pour pouvoir provoquer les grands soulèvements prochains est une idée fautive : « Marx se trompait. Ce n'est pas du dénuement absolu que pouvait venir la libération absolue⁴⁷. » Mais, rappelant que nul des socialistes, aujourd'hui, n'accepte la théorie de la paupérisation absolue du prolétariat (la condition économique matérielle des prolétaires allant en s'améliorant), Jaurès affirme qu'« il n'est plus permis de répéter après Marx et Engels que le système capitaliste périra parce qu'il n'assure même pas à ceux qu'il exploite le minimum nécessaire à la vie. [...] Ainsi, les deux hypothèses, l'une historique, l'autre économique, d'où devait sortir, dans la pensée du *Manifeste communiste*, la soudaine Révolution prolé-

tarienne, la Révolution de dictature ouvrière, sont également ruinées⁴⁸ ».

Dès lors, non seulement la méthode graduelle de transition en douceur se trouve confirmée, et, par le rejet de toute action violente et de toute idée de chute soudaine du capitalisme et de la bourgeoisie, c'est l'idée d'avènement progressif et endogène du socialisme à partir et en coexistence avec le capitalisme que couronne Jaurès, par l'action directe de la force propre du prolétariat révolutionnaire émancipé. Puisque le prolétariat libère l'humanité en se libérant lui-même, la bourgeoisie participant bien sûr à la même humanité, elle ne sera pas vaincue mais intégrée à la victoire du prolétariat, en ne perdant que sa position formelle de domination, qu'elle a déjà perdue dans les faits, et ainsi son statut de classe opprimante et possédante.

L'enjeu de la lutte sociale devient alors mystique : exprimant d'abord la réalité humaine de la chute dans la dispersion, la lutte exprime en même temps le remède contre ce mal, « l'antidote du péché » qui ramène à l'unité perdue de l'être-humanité par cette religion laïque qu'est le socialisme ontologique de Jaurès, dans un élan d'optimisme (réhabilitant le travail, qui n'est pas une malédiction, comme aussi chez Marx et déjà Saint-Simon et les saint-simoniens), et contre l'idée marxienne de nécessaire malédiction sociale et matérielle du prolétariat préalable au soulèvement final et à la résurrection révolutionnaire de l'humanité. Reprochant à Marx d'avoir écrit pour le prolétariat allemand ces paroles « de mystique abaissement et de mystique résurrection », Jaurès affirme : « De même que le Dieu chrétien s'est abaissé au plus bas de l'humanité souffrante pour relever l'humanité tout entière, [...] de même que cet abaissement infini de Dieu était la condition du relèvement infini de l'homme, de même dans la dialectique de Marx, le prolétariat, le Sauveur moderne, a dû être dépouillé de toute garantie, dévêtu de tout droit, abaissé au plus profond du néant historique et social, pour relever en se relevant toute l'humanité⁴⁹. »

Dès lors la théorie de la paupérisation absolue du prolétariat apparaît tout à fait surannée à Jaurès, ainsi que la méthode de révolution violente que cette théorie présuppose et que le *Manifeste* préconise. Elle est surannée parce « qu'il est faux que dans l'ensemble la condition économique matérielle des prolétaires aille en empirant⁵⁰ ».

Pour Jaurès, le cataclysme économique qui doit provoquer « l'effondrement violent de la bourgeoisie » n'aura pas lieu. Ni de révolution bourgeoise dans l'ordre politique, ni de catastrophe capitaliste dans l'ordre économique ; Jaurès renvoie ces deux hypothèses complémentaires dos à dos, car le nouveau sys-

tème de production n'émergera pas de l'effondrement du capitalisme, mais de l'action méthodique et progressive du prolétariat. Si ces hypothèses – historiques et économiques – sont au début du xx^e siècle surannées, elles n'auront pas été vaines : Jaurès les pense en effet nécessaires mais pas suffisantes. Nécessaires parce que le prolétariat a su, depuis la Révolution, tirer des leçons des agitations de la bourgeoisie révolutionnaire – sans que cette dernière eût été pour autant la tutrice du prolétariat ; pas suffisantes parce que les révolutions bourgeoises ne montrent que le type d'action à mener (le moyen révolutionnaire) mais pas la voie à suivre (le but final), celle de l'émancipation collective, de la libération universelle, que seul le prolétariat peut mener, idée en cela conforme à celle de Marx sur le caractère éminemment universel du combat prolétarien et de la révolution socialiste. S'il y a continuité historique entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne à venir, il n'y a pas héritage de la première sur la seconde.

ESPRIT RÉVOLUTIONNAIRE ET ACTION RÉFORMATRICE. Jaurès entend avant tout ébaucher plus qu'une théorie du pouvoir ; c'est véritablement une pédagogie de l'action politique qu'il expose, qui esquisse en creux une théorie du dépérissement du capitalisme sur lequel cette pédagogie de l'action se développe, supposant dans le même temps une condamnation sans appel de toute violence politique comme moyen d'action, un rejet de la théorie de la dictature du prolétariat, étroitement associée à la théorie du dépérissement de l'État : « Ce n'est pas par le contrecoup imprévu des agitations politiques que le prolétariat arrivera au pouvoir, mais par l'organisation méthodique et légale de ses propres forces sous la loi de la démocratie et du suffrage universel. Ce n'est pas par l'effondrement de la bourgeoisie capitaliste, c'est par la croissance du prolétariat que l'ordre communiste s'installera graduellement dans notre société⁵¹. »

La démocratie et la légalité s'en trouvent confortés et, avec elles, l'idée que « le but final se dessinera mieux⁵² » dès lors que le mouvement désordonné s'apaisera par l'action graduelle du Parti socialiste confondu dans la nation, où le communisme prolétarien devra être « l'idée directrice et visible de tout le mouvement⁵³ ».

Voilà pourquoi Jaurès ne donne pas raison à Bernstein, qui a paru « dissoudre dans les brumes de l'avenir le but final du socialisme⁵⁴ » avec son idée d'opposer les réformes et la révolution (comme le rappelle Rosa Luxemburg dans *Réforme ou révolution ?*, préface du 18 avril 1899), pensant qu'on pouvait aller au socialisme par une transformation progressive du régime capitaliste au moyen de réformes sociales, rendant ainsi

toute révolution inutile. Jaurès ne partage pas du tout cette vue de Bernstein car il n'oppose pas réformes et révolution mais, au contraire, considère que les réformes sont des préparations de la révolution qu'elles achèvent, rejoignant en cela la pensée de Rosa Luxemburg. Pour Jaurès, la réforme (qui, au singulier, désigne une méthode d'action) est révolutionnaire ; les réformes (en tant qu'ensemble de mesures graduelles) réalisent la révolution socialiste qu'elles contiennent en puissance. La révolution est donc réformatrice par une méthode : le gradualisme. C'est exactement l'idée que Jaurès reprendra lors de son célèbre discours au congrès socialiste de la SFIO à Toulouse, le 17 octobre 1908 : « [...] nous n'acceptons pas qu'on oppose l'esprit révolutionnaire et l'action réformatrice du Parti. Nous disons que dans un Parti vraiment et profondément socialiste, l'esprit révolutionnaire réel est en proportion de l'action réformatrice efficace et que l'action réformatrice efficace est en proportion de la vigueur même de la pensée et de l'esprit révolutionnaires. Nous vous disons : Précisément parce que le Parti socialiste est un parti de révolution, précisément parce qu'il ne se borne pas à réformer et à pallier les pires abus du régime actuel, mais veut réformer en son principe et en son fond ce régime même, précisément parce qu'il veut abolir le salariat, résorber et supprimer tout le capitalisme, précisément parce qu'il est un parti essentiellement révolutionnaire, il est le parti le plus activement et le plus réellement réformateur⁵⁵. » C'est essentiellement la théorie du dépérissement de l'État et sa non moins complémentaire idée de dictature du prolétariat⁵⁶ qui posent problème à Jaurès. Si les diagnostics du *Capital* demeurent valides et pertinents, les thèses du *Manifeste* et ses méthodes d'action révèlent des hypothèses historiques et économiques dépassées, et surtout l'inanité de la conception marxienne de l'État.

Restant dans le champ du marxisme, Jaurès entend donc « réviser » la pensée marxienne dans ses moyens tout en restant fidèle à ses principes et à ses buts (les idées de lutte de classes, d'inégalité des rapports de production, les théories de la plus-value, de la baisse tendancielle du taux de profit, de la valeur-travail, de l'aliénation du travail, de la fétichisation de la marchandise, etc.). Cette révision est donc avant tout une réhabilitation critique, la réaffirmation d'une loi d'évolution qui est une refondation de l'idée de révolution socialiste.

La question de l'État est donc étroitement liée à celle de la période transitoire entre le régime capitaliste et la pleine réalisation du socialisme ou communisme. Puisque cette période transitoire ne doit pas être, pour Jaurès, celle de la dictature du prolétariat (laquelle sup-

pose un recours préalable à l'insurrection, comme l'envisageaient Marx, Blanqui, Guesde, Vaillant et Lénine), elle sera celle de l'élargissement de « la démocratie formelle en démocratie sociale et en démocratie socialiste ». Cet élargissement est l'œuvre d'un « réformisme révolutionnaire » qui renouvelle la *Praxis* et réalise la justice sociale selon une évolution graduelle vers le socialisme, qui se traduit par un rapport d'immanence, où le socialisme germe au sein du capitalisme. Les deux régimes sont appelés à coexister un certain temps, avant que le socialisme ne supprime le régime capitaliste en l'absorbant définitivement. Le mouvement de réalisation du but final est mouvement d'actualisation de la puissance. En cela, les réformes constituent ces germes d'avenir car elles « sont des grains de semence du communisme, semés dans la terre capitaliste⁵⁷ ».

REMARQUES CONCLUSIVES. Sans rejeter la pensée de Marx, Jaurès prétend la repenser, la réviser, au point même de ramener Marx à lui-même, en allant au-delà des postulats marxistes, comme s'il s'agissait de tirer de nouvelles conceptions de sa pensée, de ne se réclamer de Marx qu'en le dépassant : Jaurès métamarxien pour prolonger l'œuvre de Marx dans et par le réformisme, qui serait, sinon l'impensé, du moins le non-dit de la pensée politique de Marx⁵⁸.

C'est tout le sens de la méthode politique de Jaurès, qui s'est développée dans sa conception gradualiste de l'action gouvernementale. Le réformisme est en fait un gradualisme, une méthode graduelle d'ensemencement économique du « socialisme progressif » si cher à Benoît Malon, qui affirmait, dans *Le Socialisme intégral* : « Soyons révolutionnaires quand les circonstances l'exigent et réformatrices toujours. » Cette méthode apparaît donc comme l'incarnation de l'« évolution révolutionnaire » de Marx appliquée à l'action gouvernementale réformatrice au sein de la République bourgeoise. Telle est la méthode préconisée par Jaurès et tentée par Alexandre Millerand lors de son expérience ministérielle dans un « gouvernement bourgeois » de 1899 à 1902 ; ce socialiste que Jaurès qualifia de « bon évolutionnaire »... C'est justement Millerand, alors chef de file des socialistes « indépendants » et successeur de Benoît Malon à ce poste, qui avait posé le cadre de ce gradualisme politique, dans son célèbre discours au « Banquet de Saint-Mandé », le 30 mai 1896, qui devait ensuite servir de base programmatique à toutes les composantes socialistes, à l'exception des allemanistes. Il y avait défini le gradualisme comme la substitution nécessaire et progressive de la propriété sociale à la propriété capitaliste ; en plus d'édicter comme principe majeur la conquête du pouvoir par le suffrage universel (d'où l'adhésion au parlementarisme et non au coup

de force blanquiste) et la conciliation entre l'internationalisme et le patriotisme.

Sans renier ses principes, un socialiste peut donc et même doit exercer le pouvoir, fût-ce dans un « gouvernement de combat », selon une tactique qui dépasse le seul positionnement politique. La République tient lieu de dictature du prolétariat chez Jaurès : elle en joue le rôle et nous en dispense. C'est par la « République bourgeoise » et à partir d'elle que se réalisera le socialisme, par l'action révolutionnaire du prolétariat dans l'État réformiste « évolutionnaire » accompagnant le processus de dépérissement du capitalisme. C'est par étapes que se réalisera le socialisme, et la participation au gouvernement constitue une étape, une préparation du socialisme à venir, car elle est une expérience du pouvoir, de la puissance étatique au service de l'émancipation collective par l'adoption de réformes graduelles des fondements économiques de la société : seul moyen pour Jaurès de réaliser la « révolution sociale », par la proclamation de la propriété sociale et universelle. ●

1. Ce document fut ensuite publié par Engels, à titre de supplément du livre *K. Marx, « Enthüllung über den kommunisten Prozeß zu Köln »* (Hottlingen, Zurich, 1885). D'abord répandue secrètement parmi la Ligue des communistes, l'Adresse fut aussi publiée dans des journaux petits-bourgeois allemands et dans le livre écrit par deux fonctionnaires de Police Wermuth et Stieber...

2. Le texte allemand d'origine dit *revolutionäre Entwicklung*, ce qui signifie « développement révolutionnaire ». La traduction française est donc erronée, ou du moins inexacte, soit par inattention du traducteur, soit par choix délibéré gros de présupposés philosophico-politiques à ne pas vouloir distinguer scientifiquement *évolution* et *développement*. Nous verrons plus bas que ces deux notions ne sont pas synonymes et qu'elles ont fini par être distinguées par Darwin et par la science biologique naissante, avec des répercussions dans le schème politique...

3. Jean Jaurès, « République et socialisme », article de *La Petite République* [désormais noté PR], 17 octobre 1901, dans *Études socialistes II : 1897-1901*, textes rassemblés, présentés et annotés par Max Bonnafous, Éd. Rieder, 1933, p. 272.

4. Jean Jaurès, « Collectivisme », article de *La Dépêche de Toulouse*, 25 septembre 1893, dans *Études socialistes I*, pp. 160 et 161.

5. Jean Jaurès, « Question de méthode », article-préface du 17 novembre 1901 sur le *Manifeste communiste* de Marx et d'Engels [désormais noté QM], aux *Cahiers de la Quinzaine* de Charles Péguy, dans *Études socialistes II*, p. 249.

6. Jean Jaurès, « La philosophie de Vaillant », article de *La Petite République*, 8 janvier 1901, dans *Études socialistes II*, p. 221.

7. Jean Jaurès, « Les deux méthodes », conférence du 16 novembre 1900 opposant Jaurès à Jules Guesde à l'hippodrome de Lille, dans *Études socialistes II*, p. 195.

8. Jean Jaurès, « Socialisme et liberté », article de *La Revue de Paris*, 1er décembre 1898, dans *Études socialistes II*, dans *Œuvres de Jean Jaurès*, t. VI, 1933, op. cit., p. 83.

9. Jean Jaurès, *L'Armée nouvelle*, Éd. Rieder, 1932, tome IV, chapitre X : « Le ressort moral et social. L'armée, la patrie et le prolétariat », p. 359.

10. *Ibid.*

11. *Ibid.*, p. 348.

12. *Ibid.*, p. 344.

13. *Ibid.*, pp. 357-358.

14. *La Petite République*, 8 janvier 1901, *ES II*, p. 224. Les transformations révolutionnaires sont donc préparées au sein même du capitalisme finis-

sant. Mais « il faut qu'à cette *société de transition* corresponde un organe législatif et gouvernemental approprié ». Dans « cette marche par étapes, cette action évolutive par des lois de plus en plus populaires [...] un appareil législatif et gouvernemental capable de produire ces lois et de les appliquer » est nécessaire. Le « citoyen Vaillant » prévoit que « la force législative et gouvernementale soit républicaine, démocratique et agissante ». Fondant son ministérialisme sur le réformisme de Vaillant, Jaurès rappelle que « la formation d'une majorité de gauche, si timide qu'elle soit, soutenant avec constance un gouvernement de gauche, si hésitant ou insuffisant qu'il soit, est à mes yeux un fait d'une importance extrême. [...] avec un nouvel effort de la démocratie et avec une organisation plus puissante du prolétariat, des gouvernements de gauche, mais plus hardis seront possibles » (*ibid.*, p. 226).

15. « Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire », *ES II*, pp. 15 et 16.

16. *Ibid.*, p. 7.

17. Georges Canguilhem, Georges Lapassade, Jacques Piquemal et Jacques Ulmann, *Du développement à l'évolution au XIX^e siècle*, PUF, 1985 (1re éd. 1962), coll. Pratiques théoriques, p. 3.

18. *Ibid.*, p. 13.

19. *Ibid.*, p. 33.

20. Cf. Henri See, « Jean Jaurès et la doctrine de l'évolution », *La Grande Revue*, novembre 1924. Reproduit dans *Science et philosophie de l'Histoire*, Alcan, 1928.

21. « La force de l'idéal », conférence de Jean Jaurès à Buenos Aires (Argentine) en septembre 1911, parue dans *La Vanguardia* du 20 septembre 1911, traduite de l'espagnol par Peytavi de Faugères, document dactylographié en possession du Centre national et musée Jean Jaurès à Castres (Tarn).

22. *QM*, p. 243.

23. « Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste », conférence prononcée le 10 février 1900, sous les auspices du Groupe des étudiants collectivistes de Paris, à l'Hôtel des Sociétés savantes, sous la présidence de Jean Allemane, *ES II*, p. 120.

24. Paul Lafargue, *Le Socialiste*, 26 novembre 1899.

25. En effet, le PSD allemand était la grande puissance de l'Internationale : la social-démocratie allemande constituait alors un modèle et un guide pour les autres partis socialistes, autant pour ses effectifs militants, son organisation et sa puissance que pour la quantité, la qualité et la notoriété de ses théoriciens et chefs.

26. « Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste », p. 120. de quel ouvrage ?

27. *Ibid.*

28. « Paroles de Liebknecht », *PR*, 15 août 1901, dans *ES II*, p. 310.

29. Passage de *Comment se réalisera le socialisme*, traduit par Jaurès et cité dans son article « Liebknecht et la tactique », *PR*, 17 août 1901, dans *ES II*, p. 312.

30. *Ibid.*, p. 313.

31. *Ibid.*, p. 315.

32. Wilhelm Liebknecht, *Comment se réalisera le socialisme*, encore traduit et cité par Jean Jaurès dans son article « Le socialisme et les privilégiés », *PR*, 24 août 1901, dans *ES II*, pp. 323-324.

33. *QM*, p. 254.

34. *Ibid.*, pp. 243-244. Cependant Jaurès souligne que le « mérite décisif » de Marx est « d'avoir rapproché et confondu l'idée socialiste et le mouvement ouvrier. (...) La gloire de Marx est d'avoir été le plus net, le plus puissant de ceux qui mirent fin à ce qu'il y avait d'empirisme dans le mouvement ouvrier, à ce qu'il y avait d'utopisme dans la pensée socialiste. Par une application souveraine de la méthode hégélienne, il unifia l'idée et le fait, la pensée et l'histoire. Il mit l'idée dans le mouvement et le mouvement dans l'idée, la pensée socialiste dans la vie prolétarienne, la vie prolétarienne dans la pensée socialiste. Désormais, le socialisme ne réalisera toute son idée que par la victoire du prolétariat ; et le prolétariat ne réalisera tout son être que par la victoire du socialisme » (*ibid.*, p. 243).

35. *Ibid.*, p. 242.

36. *Ibid.*, p. 244.

37. *Ibid.*, p. 242.

38. *Ibid.*, p. 253.

39. *Ibid.*

40. Dans un passage du *Manifeste communiste* cité par Jaurès, Marx et Engels



écrivent que « c'est l'Allemagne surtout qui attirera l'attention des communistes. L'Allemagne est à la veille d'une révolution bourgeoise. Cette révolution, elle l'accomplira en présence d'un développement général de la civilisation européenne et d'un développement du prolétariat que ni l'Angleterre au XVII^e SIÈCLE ni la France au XVIII^e n'ont connu. La Révolution bourgeoise sera donc, et de toute nécessité, le prélude immédiat d'une Révolution prolétarienne » (*ibid.*, p. 246).

41. *Ibid.*, p. 247. Jaurès poursuit : « Robert Owen, Fourier comptaient sur le bon vouloir des classes supérieures. Marx et Engels attendent, pour le prolétariat, la faveur d'une Révolution bourgeoise. Ce que propose le *Manifeste*, ce n'est pas la méthode de Révolution d'une classe sûre d'elle-même et dont l'heure est enfin venue : c'est l'expédient de Révolution d'une classe impatiente et faible, qui veut brusquer par artifice la marche des choses » (pp. 247-248).

42. *Ibid.*, p. 253.

43. *Ibid.*, p. 244.

44. *Ibid.*, p. 255.

45. Cf. l'article de Jaurès « Le vrai marxisme », *PR*, 17 novembre 1900, dans *ES II*, pp. 183-185, où Jaurès rappelle qu'en 1880-1881 Engels admet l'idée d'un prolétariat éduqué et organisé, engagé dans une action de préparation et de transition vers le socialisme.

46. *QM*, p. 254.

47. *Ibid.*, p. 259.

48. *Ibid.*, p. 262.

49. *Ibid.*, p. 259.

50. *Ibid.*, p. 262.

51. *Ibid.*, pp. 262-263.

52. *Ibid.*, p. 263.

53. *Ibid.*, p. 264.

54. *Ibid.*

55. « Discours au Congrès de Toulouse », dans *L'Esprit du socialisme*, six études et discours de Jean Jaurès présentés par Jean Rabaud, Genève et Paris, Gonthier, 1964, coll. Médiations, pp. 71-72.

56. Rappelons que la thèse du dépérissement de l'État est un aspect de la théorie de la dictature du prolétariat qui devient central lorsque celle-ci, cessant de désigner une stratégie de conquête du pouvoir par des moyens d'exception, devient pour Marx, Engels et plus tard Lénine la forme universelle de la transition à la société sans classes.

57. Phrase de Jaurès citée par Alexandre Zévaès dans un article intitulé « La philosophie de Jaurès », *Agence technique de la presse* n° 2126, 29 juillet 1936.

58. C'est ce non-dit que Jaurès explicitait déjà juste un an auparavant dans un fameux article à *La Petite République* du 17 novembre 1900 (le lendemain de la conférence l'ayant opposé à Guesde à l'hippodrome de Lille). Cet article s'intitule « Le vrai marxisme » et reprend une des lettres inédites de Frédéric Engels adressées en 1881 et 1882 à Bernstein, que ce dernier a fait publier dans la revue *Mouvement socialiste* du 1^{er} novembre 1900. Et, commentant la lettre du 22 septembre 1882, Jaurès rappelle « dans les paroles d'Engels, les idées directrices, les affirmations de méthode ». Pour lui, Engels pense « qu'il y a un ordre nécessaire d'évolution et que nous ne pourrions parvenir à l'entière réalisation socialiste qu'en traversant des formes politiques et sociales déterminées ». Jaurès en retire l'idée que « la République bourgeoise doit se développer en une série de formes politiques et sociales toujours plus démocratiques et plus populaires, antécédents nécessaires ou probables, tout au moins, de la République socialiste. Cette évolution ne sera pas gouvernée par la seule logique interne de l'idée de démocratie; mais il est probable que l'action du prolétariat organisé en parti de classe marquera tous les jours plus profondément la République bourgeoise dans la période de transition qui doit conduire au socialisme. (...) Ce sera une période de transition et de préparation, où la classe ouvrière organisée commencera à entrer en partage de la puissance économique sans que la forme juridique de la propriété capitaliste soit directement atteinte. Par les combinaisons innombrables qui procèdent du contrat collectif la classe ouvrière participera à la direction de la production et complètera son éducation économique en vue de l'ordre communiste » (dans *ES II*, pp. 183-185).

